



NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

Avril 2025



NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

Avril 2025

SOMMAIRE

PRINCIPAUX MESSAGES	3
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	4
1.1. Activité économique dans le monde	4
1.2. Actions des banques centrales	4
1.3. Marchés des matières premières	5
1.4. Marchés financiers	8
II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA	10
2.1. Production et demande de biens et services	10
2.2. Inflation	14
III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE	15
3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires	15
3.2. Taux d'intérêt des banques	15
3.3. Monnaie	16
IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA	17
4.1. Marché boursier de l'UEMOA	17
4.2. Marché des titres de la dette publique	18
V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA	19
5.1. Croissance	19
5.2. Monnaie	20
5.3. Inflation	20
ANNEXES STATISTIQUES	22

PRINCIPAUX MESSAGES¹

1. Évolutions récentes

En mars 2025, l'économie mondiale est restée en croissance dans les différentes régions, portée par l'amélioration de la production manufacturière et des services dans les économies avancées, ainsi que par l'accélération de l'activité notamment en Chine grâce à une demande extérieure soutenue.

Aux **Etats-Unis**, l'économie progresse principalement tirée par une reprise de l'activité dans le secteur des services. En **zone euro**, l'activité économique a affiché une expansion modérée, en lien avec le redressement de la production manufacturière et le regain d'activité dans les services.

En **Chine**, la croissance s'est accélérée, portée par une amélioration de l'offre et de la demande domestiques, ainsi que par une vigueur accrue des exportations manufacturières. En **Afrique du Sud**, l'économie est restée en contraction, en raison de la faiblesse de la demande intérieure liée aux incertitudes politiques et commerciales, et de la perte de confiance des entreprises.

En Afrique de l'Ouest, le dynamisme de l'activité s'est poursuivi au **Nigeria**, soutenu par une accélération des nouvelles commandes et un accroissement de la production dans l'ensemble des secteurs. Le **Ghana**, pour sa part, a renoué avec la croissance, bénéficiant d'une légère hausse des nouvelles commandes et de la production.

L'indice des prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA a enregistré une baisse de 7,8%. De même, l'indice des prix des produits alimentaires importés s'est replié de 3,8%, en raison d'une amélioration de l'offre.

Au niveau des pays membres de l'UEMOA, l'activité économique demeure robuste, portée par la vigueur de la demande intérieure et les améliorations continues dans certains secteurs clés, tels que le commerce, les services marchands et non marchands, et les BTP. Le taux d'inflation est ressorti à 2,2% en mars 2025, en baisse de 0,1 point de pourcentage (pdp) par rapport au niveau de 2,1% observé le mois précédent, en lien avec le renchérissement des coûts des denrées alimentaires.

Le taux d'intérêt à une semaine du marché interbancaire s'est établi à 5,75% en mars 2025, en baisse de 35 pdb par rapport à sa valeur de février 2025. Les conditions appliquées par les banques à la clientèle se sont légèrement assouplies en février 2025, avec un taux débiteur de 6,79%, contre 6,81% le mois précédent et 7,01% un an plus tôt.

La masse monétaire a connu une progression de 12,2%, en glissement annuel, à fin février 2025, après une augmentation de 11,6% un mois plus tôt. Cette évolution résulte essentiellement de la hausse des Actifs Extérieurs Nets (+171,7%) et des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes (+9,4%).

2. Perspectives

Le taux de croissance du PIB réel de l'UEMOA ressortirait à 7,3% au second trimestre 2025, après une estimation de 7,1% au premier trimestre 2025. Cette évolution serait tirée par la bonne tenue de la demande intérieure. Les données disponibles indiquent que le taux d'inflation devrait s'établir à 2,0% en avril et en mai 2025. La décélération de l'inflation serait attribuable, d'une part, à l'atténuation des pressions sur les prix des produits alimentaires importés, résultant de la baisse des cours mondiaux de ces denrées, et d'autre part, à l'approvisionnement progressif des marchés de l'Union en produits vivriers issus de la campagne agricole 2024/2025.

¹ Cette note d'analyse a été produite sur la base des données disponibles au 20 avril 2025.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1. Activité économique dans le monde

En mars 2025, la conjoncture économique mondiale est restée favorable. Dans les économies avancées, l'activité a progressé, portée par une reprise des services et une amélioration du secteur manufacturier. Du côté des pays émergents, la croissance s'est accélérée, notamment en Chine, soutenue par une demande extérieure dynamique.

Aux **Etats-Unis**, l'indice composite des directeurs d'achat s'est établi à 53,5 points en mars 2025, contre 51,6 points le mois précédent, marquant la plus forte expansion en trois mois. Cette évolution est principalement tirée par une reprise de l'activité dans le secteur des services. Malgré l'incertitude entourant les perspectives, les nouvelles commandes ont continué de progresser, accompagnées d'une légère hausse de l'emploi. En **zone euro**, l'activité économique a connu une expansion modérée en mars 2025, avec l'indice PMI composite s'établissant à 50,9 points contre 50,2 points en février 2025. Ce niveau, marquant le troisième mois consécutif de croissance, est le plus élevé depuis août 2024. Cette amélioration s'explique par une reprise bien que modeste de la production manufacturière et un regain d'activité dans le secteur des services.

Au niveau des **pays émergents**, l'activité du secteur privé en **Chine** a enregistré une accélération en mars 2025, l'indice PMI composite progressant à 51,8 points, contre 51,5 points le mois précédent. La croissance est soutenue par une amélioration de l'offre et de la demande intérieures, ainsi que par la vigueur des exportations de produits manufacturiers. En **Afrique du Sud**, l'indice composite des directeurs d'achat s'est établi à 48,3 points en mars 2025, contre 49,0 points en février 2025. Cette contraction résulte principalement d'un repli de la demande intérieure, affectée par les tensions géo-politiques et commerciales, ainsi que par la perte de confiance des entreprises, en dépit d'un net ralentissement des pressions inflationnistes.

Au niveau des **pays voisins de l'UEMOA**, l'indice PMI composite du **Nigeria** a atteint 54,3 points en mars 2025, contre 53,7 points en février 2025, marquant la plus forte expansion de l'activité du secteur privé depuis janvier 2024. Cette dynamique repose sur une accélération des nouvelles commandes et une progression de la production dans l'ensemble des secteurs en lien avec une amélioration de la demande et un recul significatif des pressions sur les prix, la hausse des coûts d'intrants étant à son plus bas depuis mai 2023. Au **Ghana**, l'activité économique s'est maintenue au-dessus du seuil de croissance avec un indice PMI de 50,6 points en mars 2025 contre 50,5 points le mois précédent. Cette amélioration résulte d'une hausse des nouvelles commandes et de la production.

1.2. Actions des banques centrales

Les décisions récentes des banques centrales traduisent des ajustements différenciés selon les régions. Dans les pays avancés, la Banque centrale européenne poursuit l'assouplissement de sa politique monétaire grâce au repli de l'inflation, tandis que la Réserve fédérale américaine maintient inchangés ses taux directeurs face à une forte incertitude économique. Pour leur part, les économies émergentes conservent leurs taux pour préserver la croissance.

Au niveau des **pays avancés**, la **Banque centrale européenne (BCE)** a abaissé, le 17 avril 2025, ses trois taux directeurs de 25 points de base (pdb), portant ainsi le taux de la facilité de dépôt, celui des opérations principales de refinancement et celui de la facilité de prêt marginal à respectivement 2,25%, 2,40% et 2,65%. Cette décision reflète une confiance accrue dans le retour durable de l'inflation à l'objectif de 2%. L'inflation globale a poursuivi sa baisse, passant de 2,3% en février à 2,2% en mars 2025. Toutefois, des risques pèsent sur les perspectives

économiques de la zone euro, notamment en raison de la montée des tensions commerciales mondiales, qui érodent la confiance des ménages et des entreprises et contribuent à un durcissement des conditions financières. La **Réserve fédérale américaine (FED)** a maintenu, le 19 mars 2025, ses taux directeurs dans la fourchette du taux des fonds fédéraux, comprise entre 4,25% et 4,50%, tout en soulignant un niveau d'incertitude inhabituellement élevé pesant sur l'économie, en raison notamment des effets inflationnistes des droits de douane imposés par la nouvelle administration aux importations venues des pays tiers. Les prévisions de la FED indiquent un ralentissement de la croissance du PIB à 1,7% pour 2025, contre 2,8% en 2024. L'inflation est attendue à 2,7% en 2025, tandis que le taux de chômage a été légèrement révisé à la hausse à 4,4% pour cette année.

Dans les **pays émergents**, la **Banque populaire de Chine (PBoC)** a laissé ses taux directeurs inchangés le 21 avril 2025. Le taux préférentiel des prêts à un an (Loan Prime rate) reste fixé à 3,10%, tandis que celui à cinq ans demeure à 3,60%. La PBoC attend d'évaluer l'impact des conflits commerciaux avec les Etats-Unis avant de mettre en place de nouvelles mesures de relance. La **Banque centrale sud-africaine (SARB)** a suspendu, le 20 mars 2025, son cycle de réduction des taux, en raison des incertitudes pesant sur la stabilité économique, qui appellent à la prudence. Elle a maintenu son taux de repo à 7,50%, après trois baisses successives. En février 2025, l'inflation annuelle est restée stable à 3,2%, proche du bas de la fourchette cible de la SARB, comprise entre 3% et 6%.

Au niveau des **pays voisins et partenaires commerciaux de l'UEMOA**, la **Banque du Ghana (BoG)** a relevé, le 28 mars 2025, son taux directeur de 100 pdb à 28,00% après trois réunions consécutives sans changement. Cette décision est motivée par des inquiétudes concernant les perspectives d'inflation. En effet, bien qu'en repli pour le deuxième mois consécutif, à 23,1% en février 2025, l'inflation demeure largement au-dessus de la fourchette cible fixée entre 6% et 10%.

Tableau 1 : synthèse des actions des principales banques centrales

	Variation du taux directeur en 2024 (en pdb)	Variation du taux directeur en 2025 (en pdb)	Taux directeur au 20 avril 2024 (%)	Cible d'inflation (%)	Taux d'inflation en mars 2024 (%)
Pays avancés					
États-Unis	-100	0	{4,25-4,50}	2,0	2,4
Zone euro	-135	-75	2,25	2,0	2,2
Royaume-Uni	-50	-25	4,50	2,0	2,6
Pays émergents					
Chine	-35	0	3,10	3,0	-0,1
Russie	500	0	21,00	4,0	10,3
Inde	0	-50	6,00	5,7	3,3
Brésil	50	200	14,25	{3,75+/-1,5}	5,5
Afrique du sud	-50	-25	7,50	{3,0 - 6,0}	3,2
Pays en développement					
Nigeria	875	0	27,50	{6,0 - 9,0}	24,2
Ghana	-300	100	28,00	{8,0+/-2,0}	22,4
CEMAC *	0	-50	4,50	3,0	4,4

Sources : Central Bank rates, Banques centrales des pays concernées, tradingeconomics.com ; * taux d'inflation annuel 2024

1.3. Marchés des matières premières

En mars 2025, l'indice des prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA a enregistré une baisse de 7,8%, principalement due à la diminution des prix des produits

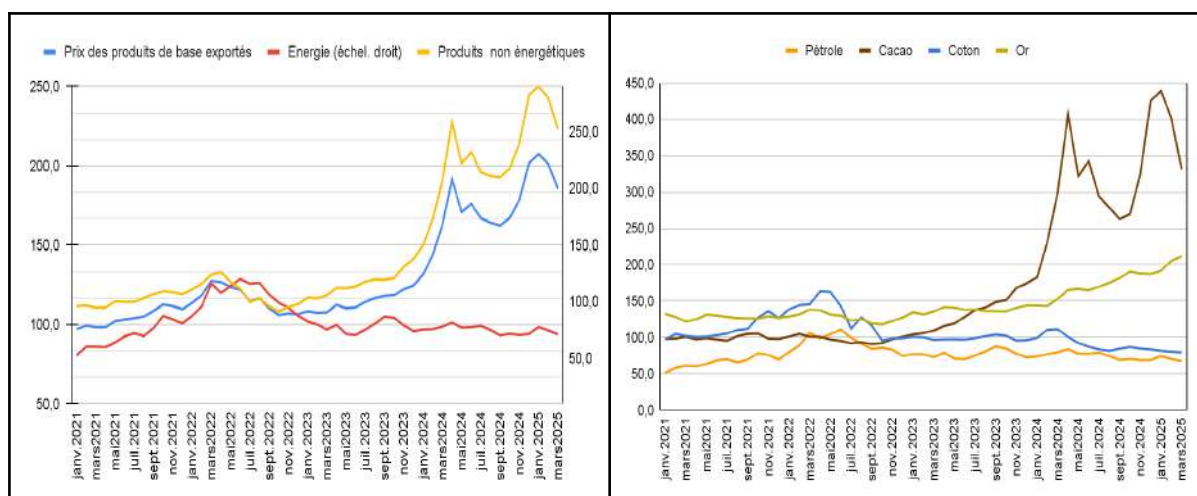
énergétiques et agricoles. De même, l'indice des prix des produits alimentaires importés s'est contracté de 3,9%, en raison d'une amélioration de l'offre.

L'indice des prix des principaux produits de base exportés par les pays de l'UEMOA a fléchi, en glissement mensuel, de 7,8% en mars 2025, après un repli de 2,9% le mois précédent. Cette évolution résulte de la baisse des prix des produits énergétiques (**gaz naturel** : -6,4% et **pétrole** : -4,2%), de certains produits agricoles, notamment le **cacao** (-17,4%), le **café** (-2,5%), le **caoutchouc** (-4,8%) et le **coton** (-0,9%). De même, les cours des métaux comme l'**uranium** (-4,6%) ont reculé. L'affaiblissement de l'indice a été atténué par le raffermissement des cours des **huiles de palme** (+19,8%) et de **palmiste** (+5,3%), de l'**or** (+3,1%), des **phosphates** (+1,9%) et du **zinc** (+0,2%).

La diminution des cours du **gaz naturel** s'explique par la fin de la période de chauffage, notamment en Europe, des stocks encore relativement élevés (33% en Europe), une production record aux Etats-Unis, ainsi que par des conditions météorologiques clémentes réduisant la demande. La baisse des prix du **pétrole** est principalement due aux craintes d'un ralentissement économique mondial lié aux tensions commerciales, combinées à l'annonce d'une augmentation de la production de pétrole par l'OPEP+ à partir d'avril 2025. Les prix du **cacao** se sont repliés, en raison de l'amélioration des conditions météorologiques en Afrique de l'Ouest, qui favorisent la récolte de la campagne intermédiaire démarrant en avril. Les prévisions d'un excédent mondial pour 2024/2025 après trois ans de déficit, ainsi que la hausse des stocks physiques surveillés par l'Intercontinental Exchange (ICE) ont accentué la baisse des prix. Le fléchissement des cours du **caoutchouc** résulte d'une demande affaiblie par les craintes suscitées par les nouveaux droits de douane américains et les risques de ralentissement économique, combinée à une amélioration de l'offre, avec la reprise de production en Thaïlande et en Afrique de l'Ouest. La détente des prix du **café** est imputable aux prévisions de pluies favorables au Brésil améliorant les perspectives de récolte, à la reconstitution des stocks mondiaux, ainsi qu'à l'avancement de la récolte de robusta. La contraction des cours du **coton** fait suite à la révision à la hausse des prévisions de production mondiale. La baisse des prix de l'**uranium** s'explique, pour sa part, par une offre abondante, en lien avec une demande incertaine et des anticipations de levée des restrictions sur les importations de combustible nucléaire en provenance de Russie.

En revanche, le renchérissement des huiles de **palme** et de **palmiste** est dû à une offre limitée, en raison des dégâts climatiques en Asie et au vieillissement des plantations malaisiennes, combinée à une demande soutenue. Le renforcement des cours de l'**or** s'explique par les craintes d'un ralentissement économique mondial lié à l'intensification des tensions commerciales entre les Etats-Unis et leurs partenaires, incitant les investisseurs à se tourner vers le métal jaune en tant que valeur refuge. La hausse des prix du **zinc** est imputable aux tensions croissantes sur l'offre, liées à la réduction de 25% de la production de la fonderie australienne Nyrstar, leader mondial, ainsi qu'au recul de la production chinoise pour la troisième année consécutive.

Graphique 1 : Évolution des cours des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA (Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

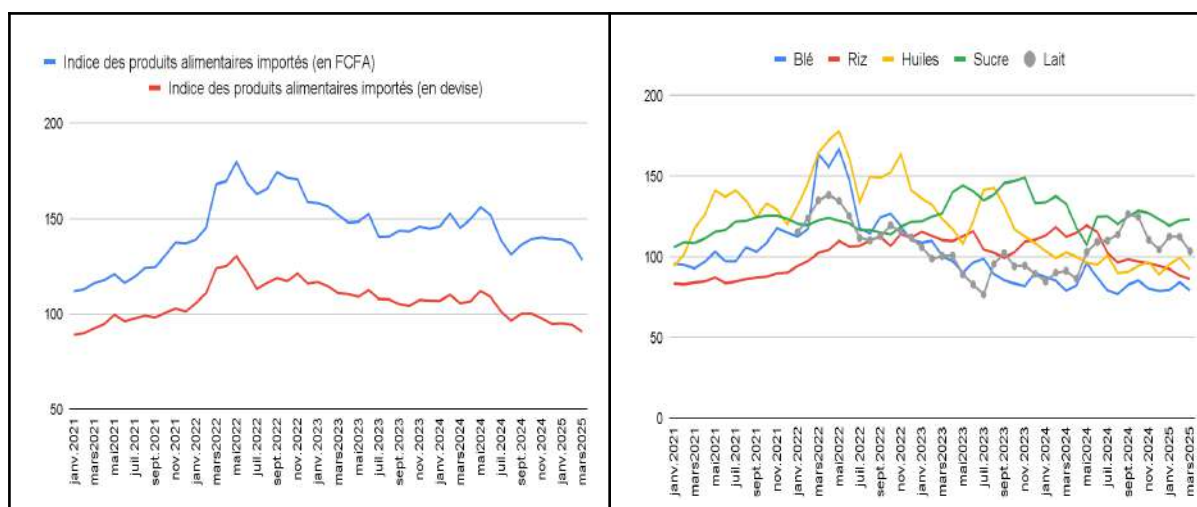
Par rapport à mars 2024, l'indice des prix des principaux produits exportés par les pays de l'UEMOA a augmenté de 14,1%, après un accroissement de 39,7% le mois précédent. Le renforcement des cours concerne les produits agricoles (**café** : +64,0%, **noix de cajou** : +62,5%, **huiles végétales** : +17,1%, **cacao** : +10,7% et **caoutchouc** : +5,1%), les métaux précieux (**or** : +38,1%), le **gaz naturel** (+54,9%) et le **zinc** (+7,8%). En revanche, les prix du **coton** (-28,5%), de l'**uranium** (-27,8%), du **pétrole** (-15,3%) et des **phosphates** (-0,4%) se sont contractés.

L'indice des prix des principaux **produits alimentaires importés** dans l'UEMOA s'est replié de 3,9% en mars 2025, en variation mensuelle, après une diminution de 0,8% un mois auparavant. La baisse des cours concerne principalement le **lait** (-7,9%), l'**huile de soja** (-7,6%), le **blé** (-6,0%) et le **riz** (-2,4%). Les prix du **sucre** (+0,6%) se sont, pour leur part, accrus sur la même période.

L'affaiblissement des prix du **lait** s'explique principalement par une production mondiale excédentaire, portée par l'expansion des cheptels dans l'Union européenne, au Royaume-Uni, en Argentine et en Nouvelle-Zélande. Le fléchissement des cours de l'**huile de soja** est attribuable à des stocks mondiaux records, notamment aux États-Unis et en Amérique du Sud, ainsi qu'à l'intensification des tensions commerciales, qui menacent les achats de soja américain. Les prix du **blé** ont reculé après la confirmation par les États-Unis d'un accord avec la Russie et l'Ukraine visant à sécuriser la navigation en mer Noire, ouvrant ainsi la voie à des exportations plus sûres en provenance de ces deux pays. L'amélioration des prévisions météorologiques dans les principales zones de production de la mer Noire a accentué la pression à la baisse sur les prix. La détente des cours du **riz** s'explique par la levée des restrictions à l'exportation en Inde, entraînant un afflux massif de riz indien sur le marché mondial, combinée à des stocks initiaux élevés.

En revanche, le renchérissement du **sucre** est essentiellement attribuable à la révision à la baisse des prévisions de production mondiale, notamment au Brésil et en Inde.

Graphique 2 : Évolution des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'Union (Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à la même période de l'année 2024, l'indice des prix des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA s'est replié de 14,3%, après une baisse de 14,2% le mois précédent. Cette dynamique a été imprimée par la diminution des cours du **riz** (-23,1%), de l'**huile de soja** (-10,3%) et du **sucre** (-7,2%). En revanche, les prix du **lait** (+13,3%) et du **blé** (+0,1%) se sont renforcés.

Exprimés en franc CFA, l'indice des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA a fléchi de 11,6%, en variation annuelle, en raison d'un affaiblissement des prix du **riz** (-22,7%) et du **sucre** (-12,0%). La montée des cours des **huiles végétales** (+36,8%), du **lait** (+14,0%) et du **blé** (+0,7%) a amoindri la tendance.

1.4. Marchés financiers

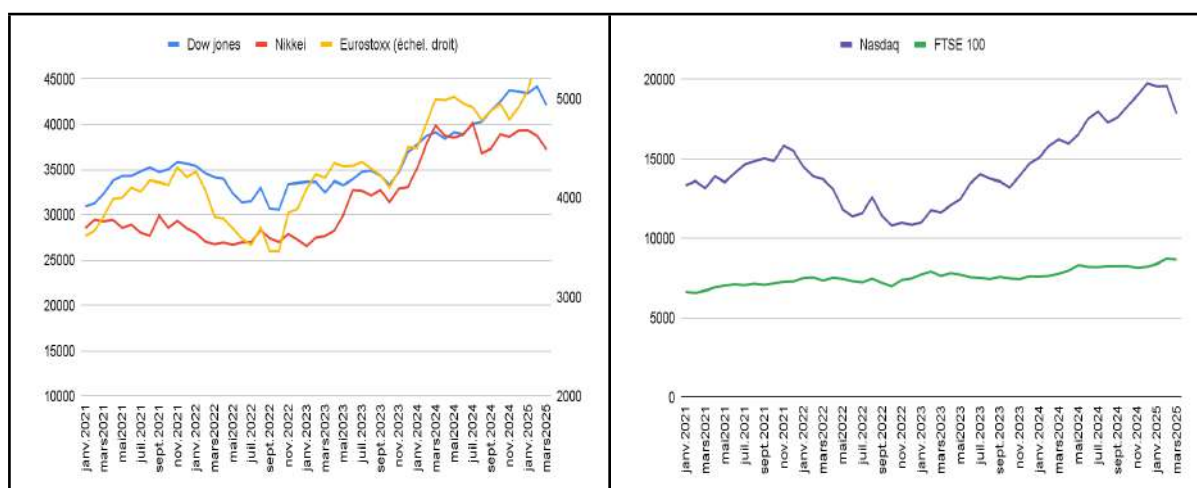
Les principaux indices boursiers des pays avancés ont globalement affiché une tendance baissière au cours du mois de mars 2025.

1.4.1. Les places boursières

En mars 2025, les principaux indices boursiers des pays avancés ont enregistré une évolution négative. Aux Etats-Unis, les indices NASDAQ et DOW JONES se sont repliés respectivement de 8,9% et 4,8% comparativement à leur valeur moyenne du mois précédent. De même, les indices CAC 40 de la France (-0,2%) et EUROSTOXX 50 de la zone euro (-0,1%) ont enregistré une baisse par rapport à leur moyenne de février 2025. Au Royaume-Uni, l'indice FTSE 100 a également reculé de 0,6% après une progression de 3,7% le mois précédent. L'indice NIKKEI 225 du Japon s'est affaibli de 3,9% par rapport à sa moyenne du mois précédent.

En Afrique, les principaux indices boursiers se sont renforcés, à l'exception de l'indice NSE du Nigeria (-1,2%) qui s'est contracté. En effet, les indices GSE du Ghana (+12,7%), MASI du Maroc (+3,1%) et FTSE de l'Afrique du Sud (+1,5%) ont progressé au cours de la période sous revue.

Graphique 3 : Évolution des indices boursiers internationaux (en nombre de points)



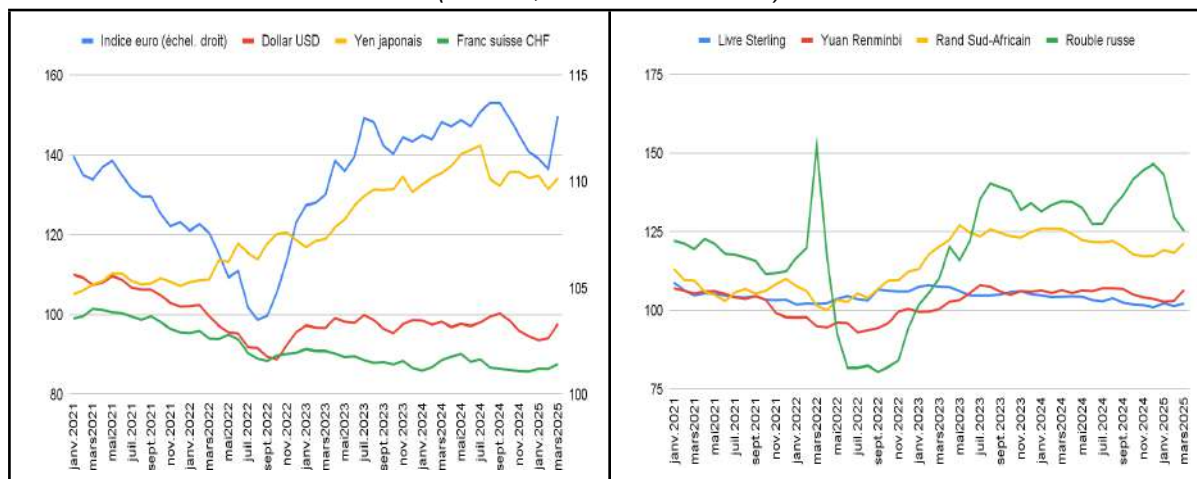
Sources : Reuters, calculs BCEAO

1.4.2. Les taux de change

L'indice du taux de change de l'euro, calculé par la BCE, a augmenté de 2,2% en mars 2025 par rapport à sa moyenne de février 2025. Dans le détail, la monnaie des pays de la zone euro s'est renforcée vis-à-vis du dollar canadien (+4,2%), du dollar américain (+3,8%), du dollar australien (+3,8%), du yen japonais (+2,0%), du franc suisse (+1,5%) et de la livre sterling (+0,8%). La devise européenne a également pris de la valeur face aux monnaies des pays émergents, notamment la livre turque (+6,6%), le yuan chinois (+3,4%), la roupie indienne (+3,2%) et le rand sud africain (+2,6%). En revanche, la monnaie de la zone euro s'est dépréciée par rapport au rouble russe (-3,5%).

Graphique 4 : Évolution du taux de change de l'euro face aux principales devises

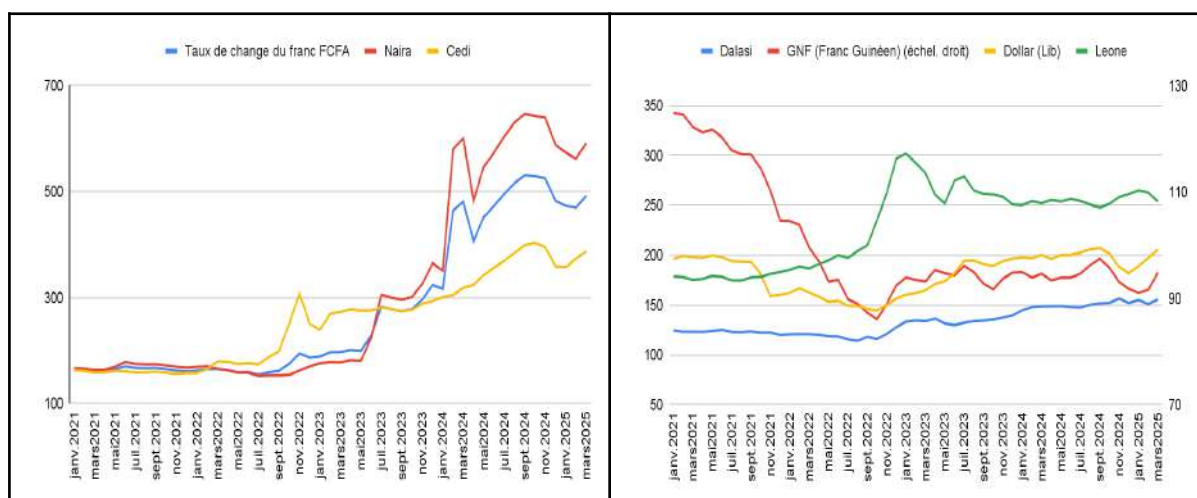
(Indices, base 100 en 2016)



Sources : BCE, BdF, Calculs BCEAO

Dans la sous-région ouest-africaine, le franc CFA a enregistré, au cours du mois de mars 2025, une appréciation de 4,8% comparée à sa valeur du mois précédent, en lien avec son renforcement par rapport au naira (+5,2%), au dollar libérien (+4,2%), au cedi ghanéen (+3,9%), au franc guinéen (+3,5%) et au dalasi gambien (+2,8%). En revanche, sur la même période, la monnaie des pays de l'UEMOA s'est dépréciée de 3,5% à l'égard du leone.

Graphique 5 : Évolution du taux de change des monnaies de l'Afrique de l'Ouest
(Indices, base 100 en 2016)



Sources : AMAO, calculs BCEAO

En variation annuelle, le franc CFA s'est apprécié de 2,3% par rapport aux monnaies des autres pays de l'Afrique de l'Ouest. En particulier, le franc CFA enregistre une hausse de sa valeur de 21,7% et 3,5% respectivement par rapport au cedi et au dollar libérien.

II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA

2.1. Production et demande de biens et services

Les indicateurs économiques disponibles à fin février 2025 font état d'une dynamique globalement favorable de l'activité économique en rythme annuel. Le chiffre d'affaires du commerce de détail s'est accru de 4,4%, après un renforcement de 1,1% au mois précédent. De même, les services financiers ont progressé de 15,3%, tout comme en janvier 2025. Les prestations de services marchands non financiers ont augmenté de 9,9%, contre 3,7% un mois auparavant. Dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), l'enquête auprès des chefs d'entreprise indique une poursuite de l'amélioration de l'activité dans l'ensemble des pays de l'Union à l'exception du Mali et du Niger. En revanche, la production industrielle s'est repliée de 6,3%, en variation annuelle, après une hausse de 10,7% en janvier 2025.

2.1.1. Production industrielle

En variation mensuelle, l'indice de la production industrielle, corrigé des variations saisonnières (CVS), s'est détérioré de 5,7% en février 2025, après une hausse de 10,8% enregistrée le mois précédent. La réduction de la production industrielle est imputable à l'affaiblissement des activités extractives (-8,5 points) et de la branche "production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution" (-0,1 point).

Tableau 2 : Évolution de l'indice de la production industrielle, données CVS-CJO
(contribution à la croissance en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel	
	2024	2025		2025	
	Décembre	Janvier	Février (*)	Janvier	Février (*)
ACTIVITES EXTRACTIVES	0,1	7,9	-8,5	7,8	-9,2
Extraction d'hydrocarbures	-0,4	-0,1	0,5	-0,1	0,6
Extraction de minerais métalliques	0,3	8,0	-9,0	7,9	-9,9
ACTIVITES DE FABRICATION	2,3	2,6	2,9	2,6	3,1
Fabrication de produits alimentaires	0,4	0,5	2,5	0,5	2,7
Fabrication de textiles	1,1	0,6	-0,3	0,6	-0,3
Raffinage pétrolier, cokéfaction	-0,1	1,9	-0,7	1,8	-0,8
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE ET DE GAZ	-0,7	0,3	0,0	0,3	0,0
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DECHETS ET DE POLLUTION	0,0	0,0	-0,1	0,0	-0,1
INDICE GLOBAL	1,6	10,8	-5,7	10,7	-6,3

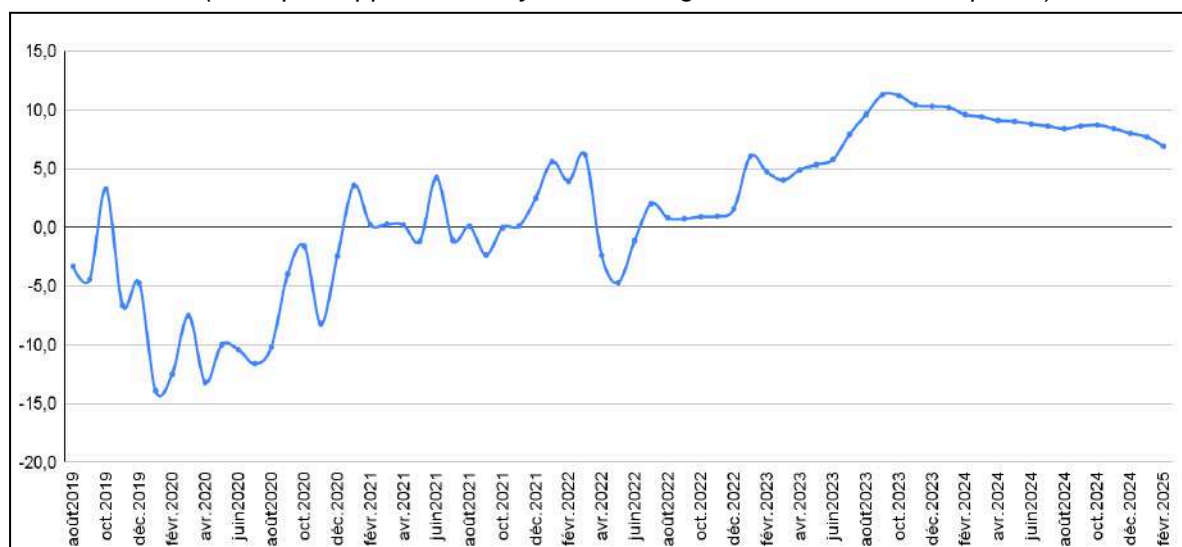
Source : BCEAO, (*) données provisoires

La production industrielle, en glissement annuel, s'est contractée de 6,3% en février 2025, après une hausse de 10,7% un mois auparavant. Ce recul est principalement dû à la mauvaise performance des activités extractives (-9,2 points), notamment dans les branches "extractions de minerais métalliques" (-9,9 points) et "production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution" (-0,1 point).

2.1.2. Bâtiments et travaux publics

Les données de l'enquête recueillies auprès des chefs d'entreprise font état d'une progression de l'activité dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), en février 2025, par rapport à la situation du mois précédent. L'écart de l'indice d'activité dans les BTP par rapport à la moyenne de long terme (100) est resté positif, ressortant à +6,9 points contre +7,7 points en janvier 2025. Par pays, une amélioration de l'activité dans le secteur des BTP a été relevée au Sénégal (+38,3 points), au Bénin (+24,3 points), au Burkina (+15,9 points), en Côte d'Ivoire (+9,0 points), en Guinée-Bissau (+8,2 points) et au Togo (+4,9 points). En revanche, une contraction de l'activité a été observée au Mali (-41,8 points) et au Niger (-23,9 points).

Graphique 6 : Évolution de l'activité dans le secteur des BTP de l'UEMOA
(écart par rapport à la moyenne de long terme, en nombre de points)



Source : BCEAO

2.1.3. Activité commerciale

L'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail a enregistré, en variation mensuelle, un repli de 2,4% au cours du mois de février 2025, après une baisse de 5,9% un mois auparavant. L'affaiblissement de l'activité commerciale, d'un mois à l'autre, est principalement lié au commerce de détail (-1,2 point), ainsi qu'au commerce de gros et activités des intermédiaires (-1,2 point).

Tableau 3 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires (ICA), données CVS-CJO
(contribution à la croissance de l'indice global en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel	
	2024	2025		2025	
	Décembre	Janvier	Février (*)	Janvier	Février (*)
COMMERCE ET RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	1,1	-0,7	0,01	0,3	0,9
Commerce de véhicules automobiles	0,8	-0,3	0,0	0,2	0,6
Commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles	0,1	-0,3	0,0	-0,2	-0,1
COMMERCE DE GROS ET ACTIVITES DES INTERMEDIAIRES	2,4	-0,3	-1,2	1,2	-0,4
Commerce de gros de produits agricoles bruts, d'animaux vivants, produits alimentaires, boissons et tabac	2,0	0,6	-0,8	0,5	0,2
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	0,4	-0,7	-0,4	0,3	-0,7
COMMERCE DE DÉTAIL	5,4	-4,8	-1,2	-0,4	3,8
Commerce de détail en magasin non spécialisé	0,7	0,6	-0,2	-0,7	0,7
Commerce de détail en magasin spécialisé	4,7	-5,3	-0,9	0,3	3,1
INDICE GLOBAL	8,9	-5,9	-2,4	1,1	4,4

Source : BCEAO (*) données provisoires

Le rythme de progression de l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail, en glissement annuel, est ressorti à 4,4% en février 2025, après une hausse de 1,1% le mois précédent. Le renforcement de l'activité dans le commerce est porté par le commerce de détail (+3,8 points) et par le commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles (+0,9 point). La baisse du

commerce de gros et des activités des intermédiaires (-0,4 point) a limité l'accroissement de l'indice.

2.1.4. Services marchands

D'un mois à l'autre, les services marchands non financiers se sont accrus de 3,5% en février 2025, après une contraction de 12,3% un mois plus tôt. Quant aux services financiers, ils se sont repliés de 1,1% en février 2025, après une diminution de 4,9% enregistrée le mois précédent.

Tableau 4 : Variation des services marchands non financiers (en %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2024		2025		2025	
	Novembre	Décembre	Janvier	Février (*)	Janvier	Février (*)
Bénin	-5,1	67,1	-45,7	3,0	8,1	6,0
Burkina	2,2	-2,4	0,5	-5,2	2,9	1,4
Côte d'Ivoire	-0,2	6,4	-8,1	8,1	-3,6	2,3
Guinée-Bissau	-0,2	6,4	-8,1	8,1	-3,6	2,3
Mali	-11,3	4,4	-8,7	-8,6	0,6	-2,7
Niger	1,4	0,2	1,2	-0,5	26,6	29,6
Senegal	-2,1	28,9	-5,0	2,1	-6,6	35,2
Togo	1,3	8,3	-4,9	-3,8	5,1	4,9
INDICE GLOBAL	-3,8	15,7	-12,3	3,5	3,7	9,9

Source : BCEAO, (*) données provisoires

En glissement annuel, les services marchands non financiers se sont accrus de 9,9% en février 2025, après une hausse de 3,7% en janvier 2025. L'amélioration du chiffre d'affaires de ces services est observée notamment au Sénégal (+35,2%), au Niger (+29,6%), au Bénin (+6,0%), au Togo (+4,9%), en Côte d'Ivoire (+2,3%), en Guinée-Bissau (+2,3%) et au Burkina (+1,4%). En revanche, les services marchands non financiers ont diminué au Mali (-2,7%).

Tableau 5 : Variation des services marchands financiers (en %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2024		2025		2025	
	Janvier	Février	Janvier	Février (*)	Janvier	Février (*)
Bénin	-1,5	0,4	-1,1	0,1	14,7	14,4
Burkina	-1,9	0,0	-1,8	-0,4	6,9	6,5
Côte d'Ivoire	-8,1	-2,8	-9,2	-2,6	17,1	17,2
Guinée-Bissau	-1,4	-1,2	-4,3	1,0	3,5	5,8
Mali	-10,4	-2,5	-11,5	-2,8	15,0	14,6
Niger	9,0	-7,8	8,4	-5,6	14,0	16,8
Sénégal	1,9	2,3	1,2	2,5	17,2	17,5
Togo	2,7	1,2	0,8	-0,9	14,6	12,2
INDICE GLOBAL	-4,0	-1,1	-4,9	-1,1	15,3	15,3

Source : BCEAO

(*) données provisoires

S'agissant des services financiers, le chiffre d'affaires s'est renforcé de 15,3%, en rythme annuel. Les progressions ont concerné l'ensemble des pays, à savoir le Sénégal (+17,5%), la Côte d'Ivoire (+17,2%), le Niger (+16,8%), le Mali (+14,6%), le Bénin (+14,4%), le Togo (+12,2%), le Burkina (+6,5%) et la Guinée-Bissau (+5,8%).

2.2. Inflation

En mars 2025, le taux d'inflation dans l'Union est ressorti, en glissement annuel, en baisse par rapport au mois précédent, en lien avec le repli des prix des produits de logement et le ralentissement de la hausse des prix observé sur les produits du transport.

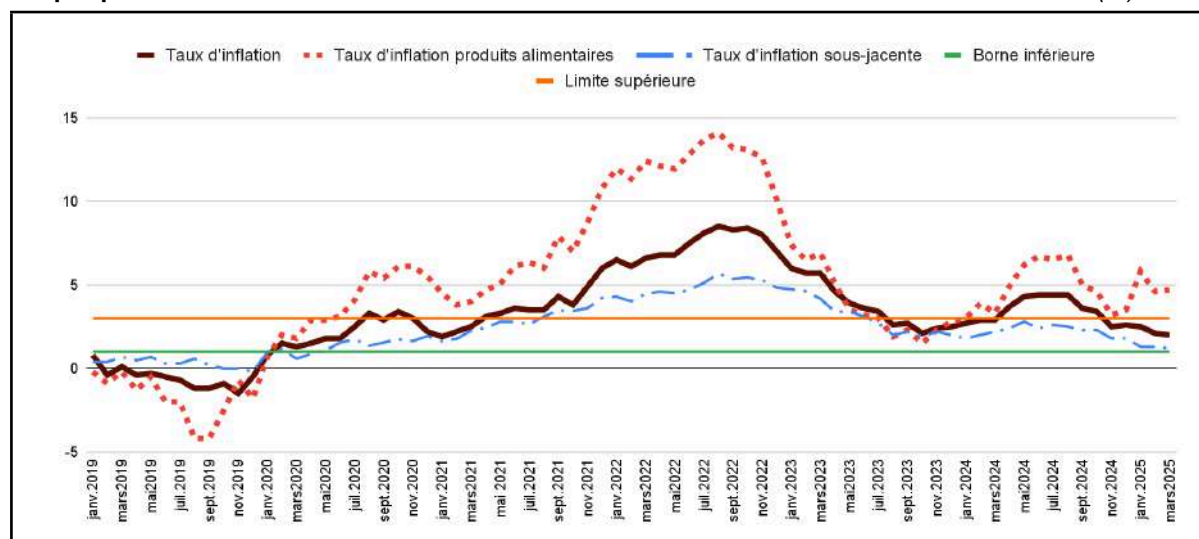
Le taux d'inflation est ressorti, en glissement annuel, à 2,2% en mars 2025, en hausse de 0,1 point de pourcentage (pdp) par rapport aux 2,1% observés en février 2025. La décélération des prix est principalement imputable au renchérissement des coûts des denrées alimentaires, dont la contribution s'est accrue de 0,2 pdp en mars 2025. Toutefois, cette évolution a été partiellement compensée par le ralentissement de l'inflation dans la composante "transport" (+1,1% après +1,4%) et la baisse des prix constatée pour celle de la division "logement" (-0,4% contre +0,3%).

La remontée des prix des produits alimentaires (+5,3% contre +4,6%), est le reflet du renchérissement de la viande (+2,5% contre +0,9%), des tubercules (+10,2% contre +4,0%) et des légumes (+4,5% contre -13,5%).

La tendance baissière des prix dans la division "logement" s'explique par un repli plus prononcé des tarifs des services d'entretien et de réparation du logement (-4,4% contre -4,0%) combiné à la décélération des coûts des combustibles solides (+1,1% contre +3,0%). S'agissant de la composante "transport", le ralentissement de la hausse des prix est en lien avec une baisse plus prononcée des tarifs des services de transport routier (-2,3% contre -2,1%), ainsi que des carburants et lubrifiants (-1,5% contre -1,8%).

L'analyse par pays révèle une augmentation des prix au Mali (+9,6% après +8,3%), en Guinée-Bissau (+7,1% contre +5,8%), au Niger (+4,7% après +3,6%) et au Bénin (+0,7% après +0,1%). Par contre, une baisse de l'inflation est notée au Sénégal (-0,2% contre +0,6%), au Togo (+1,8% après +2,1%) et en Côte d'Ivoire (+0,5% après +0,7%). Au Burkina, l'inflation est restée stable à 2,3% en mars 2025.

Graphique 7 : Évolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation dans l'UEMOA (%)



Sources : INS, BCEAO

Le taux d'inflation sous-jacente, calculé en excluant les prix des produits frais et de l'énergie, s'est réduit de 0,1 pdp par rapport au mois de février 2025 pour se situer à 1,2% en mars 2025.

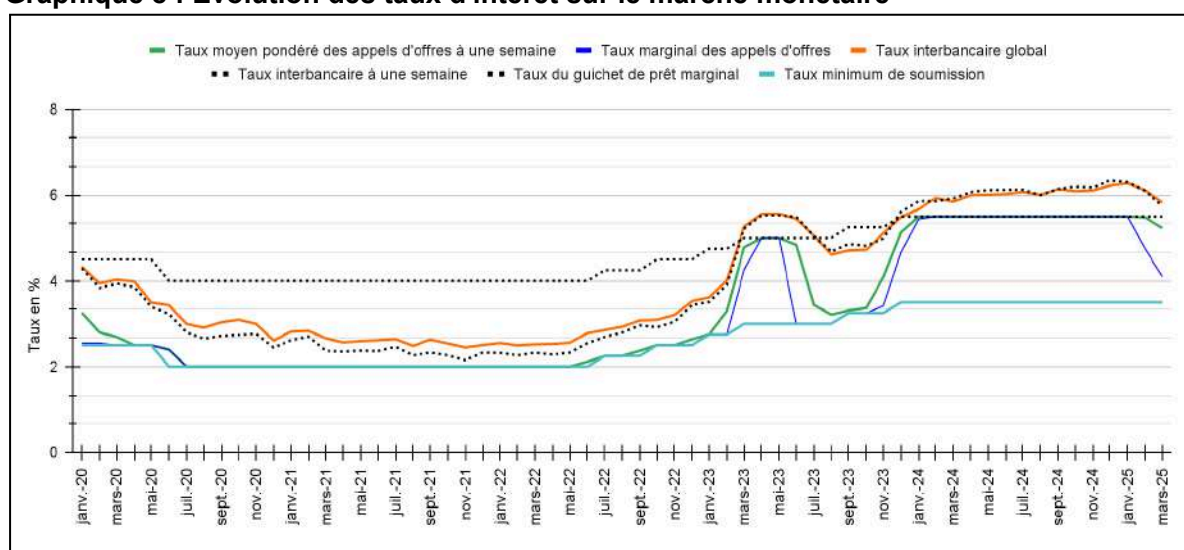
III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE

Le taux minimum de soumission aux adjudications et le taux sur le guichet de prêt marginal sont demeurés respectivement à 3,5% et 5,5%, niveaux en vigueur depuis le 16 décembre 2023.

3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires

Le taux moyen pondéré des appels d'offres à une semaine est passé de 5,48% à fin février 2025 à 5,23% à fin mars 2025 et le taux marginal des appels d'offres est ressorti à 4,10% à fin mars 2025 contre 4,75% le mois précédent. Sur le marché interbancaire, le taux d'intérêt moyen pondéré sur la maturité à une semaine s'est établi à 5,75% en mars 2025, en baisse de 35 points de base (pdb) par rapport à son niveau de février 2025 (6,10%). Globalement, les échanges sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues, se sont effectués en moyenne à 5,83% en mars 2025, en recul de 28 pdb par rapport à février 2025 et de 2 pdb sur un an.

Graphique 8 : Évolution des taux d'intérêt sur le marché monétaire



Sources : BCEAO

3.2. Taux d'intérêt des banques

Les résultats de l'enquête sur les conditions de banque révèlent, à l'échelle de l'Union, que les taux d'intérêt débiteurs des banques au cours du mois de février 2025 se sont repliés de 2 pdb par rapport au mois précédent. Hors charges et taxes, le taux débiteur moyen est ressorti à 6,79% en février 2025, contre 6,81% le mois précédent et 7,01% un an plus tôt. Le coût du crédit bancaire a baissé au Mali (7,30% contre 7,59%), au Togo (7,50% contre 7,67%), au Niger (8,85% contre 9,01%), en Guinée-Bissau (9,39% contre 9,48%), en Côte d'Ivoire (6,33% contre 6,37%) et au Sénégal (5,92% contre 5,95%). Par contre, une hausse a été observée au Bénin (7,70% contre 7,64%) et au Burkina (7,54% contre 7,49%).

Les taux d'intérêt créditeurs sur les dépôts à terme ont également reculé de 2 pdb pour s'établir à 5,35%, contre 5,37% un mois plus tôt et 5,40% une année auparavant. Par pays, la rémunération des dépôts a diminué au Niger (5,32% contre 5,92%), au Mali (5,25% contre 5,56%), au Burkina (5,58% contre 5,77%), en Guinée-Bissau (3,53% contre 3,68%), au Togo (5,72% contre 5,86%), au Bénin (5,34% contre 5,45%) et au Sénégal (5,51% contre 5,53%). En revanche, une augmentation a été enregistrée en Côte d'Ivoire (4,89% contre 4,86%).

3.3. Monnaie

A fin février 2025, la masse monétaire est ressortie, en glissement annuel, en hausse de 12,2%, après 11,6% atteint le mois précédent. Sous l'angle de ses composantes, la circulation fiduciaire et les dépôts ont vu leur rythme de progression s'accélérer, s'établissant respectivement à 19,8% et 10,0%, après des augmentations respectives de 18,2% et 9,7% à fin janvier 2025.

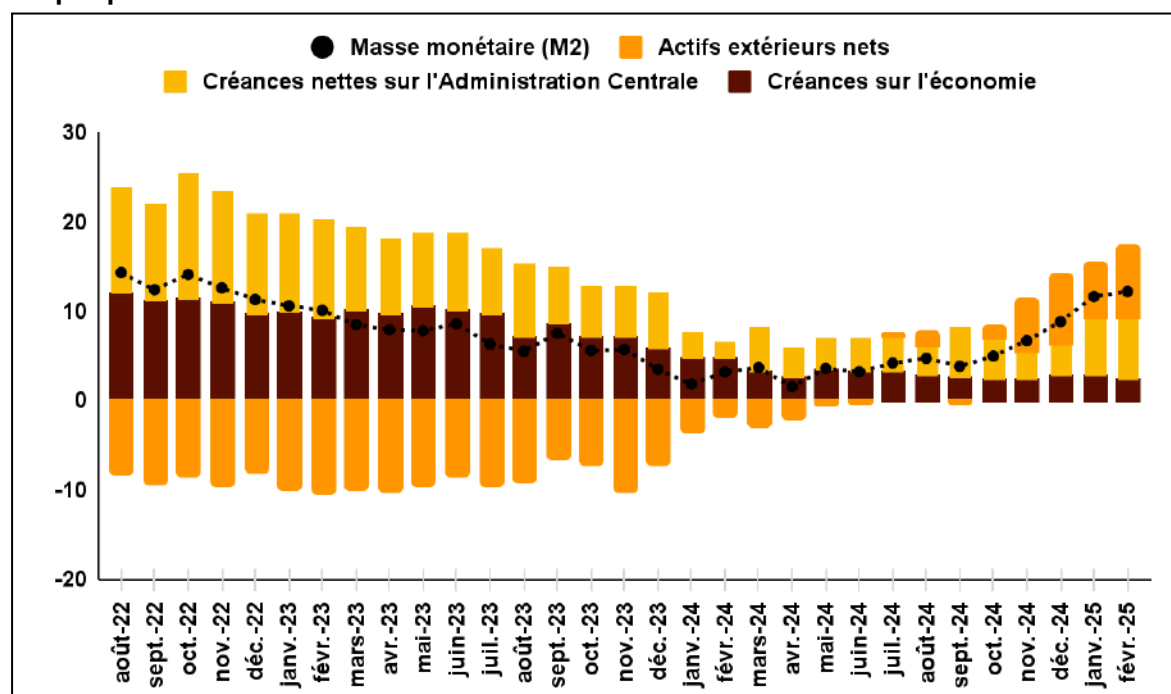
Tableau 6 : Situation monétaire à fin février 2025 (montants en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	janv.-24	fév.-24	janv.-25	févr.-25	Variation mensuelle (%)		Variation annuelle (%)	
					Mois précédent	Mois courant	Mois précédent	Mois courant
Masse monétaire (M2)	46 411,0	46 954,5	51 809,9	52 680,1	-0,4	1,7	11,6	12,2
Circulation fiduciaire	10 584,1	10 539,7	12 508,8	12 630,7	0,4	1,0	18,2	19,8
Dépôts	35 826,9	36 414,8	39 301,1	40 049,5	-0,7	1,9	9,7	10,0
Actifs extérieurs nets	2 004,5	2 142,7	4 833,7	5 820,6	0,4	20,4	141,1	171,7
Créances intérieures	56 570,6	56 582,3	61 820,6	61 907,4	0,1	0,1	9,3	9,4
Créances nettes sur APUC	22 500,8	22 435,9	26 246,4	26 466,7	1,4	0,8	16,6	18,0
Créances sur l'économie	34 069,8	34 146,4	35 574,2	35 440,8	-0,8	-0,4	4,4	3,8

Source : BCEAO

L'accroissement de la masse monétaire à fin février 2025 résulte de la hausse en glissement annuel des actifs extérieurs nets (+3.678,0 milliards ou +171,7%) et des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes (+5.325,1 milliards ou +9,4%). Le renforcement des AEN est lié essentiellement à la mobilisation des ressources extérieures par les Etats.

Graphique 9 : Contribution à la croissance de la masse monétaire en variation annuelle



Source : BCEAO

3.3.1. Actifs Extérieurs Nets (AEN) des institutions de dépôt

A fin février 2025, les AEN des institutions de dépôt de l'Union ont augmenté de 3.678,0 milliards (+171,7%), en un an.

3.3.2. Créances intérieures

Les créances intérieures ont progressé, en rythme annuel, de 9,4% à fin février 2025, après 9,3% en janvier 2025. Cette augmentation est portée par celle des créances nettes des institutions de dépôt sur l'Administration Centrale (+4.030,7 milliards contre 3.745,6 milliards en janvier 2025) et des créances sur l'économie (+1.294,4 milliards contre 1.504,4 milliards en janvier 2025).

Les créances sur l'économie ont enregistré, en glissement annuel, une croissance de 3,8% à fin février 2025 après 4,4% à fin janvier 2025. Les crédits accordés aux entreprises non financières ont augmenté de 4,9% et ceux octroyés aux ménages et aux Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM) se sont accrus de 0,9% à fin février 2025, après respectivement 4,2% et 6,4% le mois précédent.

IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA

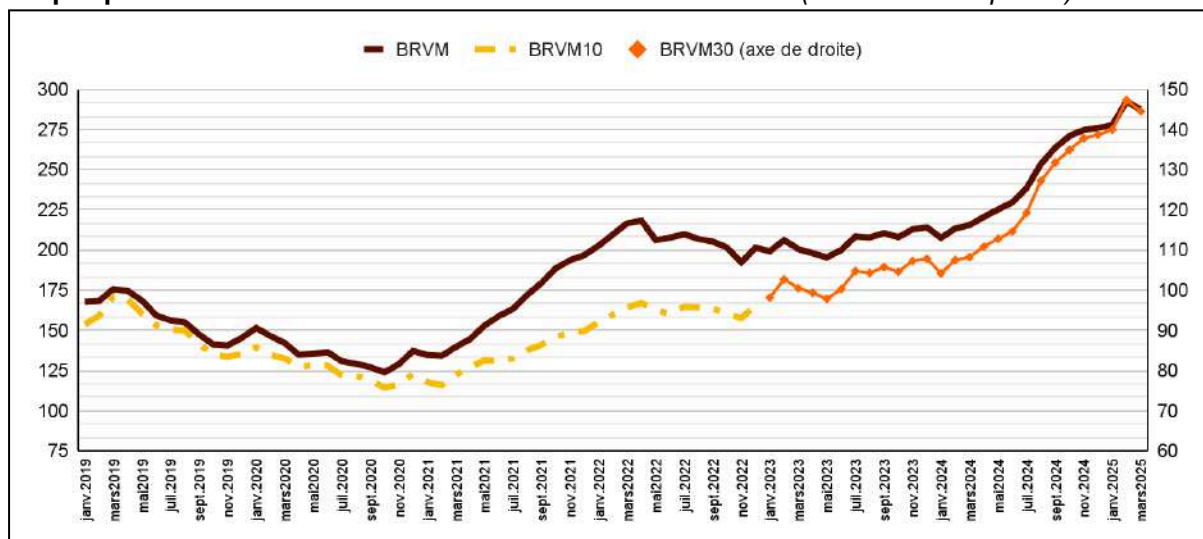
Les activités du marché boursier régional ont enregistré un repli. De même, les opérations sur les marchés des titres de la dette publique se sont soldées par une baisse des émissions, d'un mois à l'autre. Les Etats ont mobilisé 981,1 milliards en mars 2025 sur le marché régional des titres publics, en diminution de 143,8 milliards (-12,8%) par rapport au mois précédent.

4.1. Marché boursier de l'UEMOA

Au niveau de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), les indicateurs d'activité ont affiché une évolution baissière. A fin mars 2025, l'indice global, le BRVM Composite, a reculé de 1,7% par rapport à sa valeur à fin février 2025, pour s'établir à 287,4 points. De même, l'indice des trente valeurs les plus actives, le BRVM 30, lancé en début janvier 2023 en remplacement de l'indice BRVM 10, s'est contracté de 1,9% par rapport à sa valeur à fin février 2025, pour se situer à 144,4 points. A la date du 20 avril 2025, les indices BRVM Composite et BRVM 30 se sont repliés respectivement de 2,1% et 2,2% par rapport à leur valeur de fin mars 2024.

En glissement annuel, les indices BRVM composite et BRVM 30 se sont améliorés respectivement de 33,3% et 33,5% par rapport à mars 2024.

Graphique 10 : Évolution des indices boursiers de la BRVM (en nombre de points)

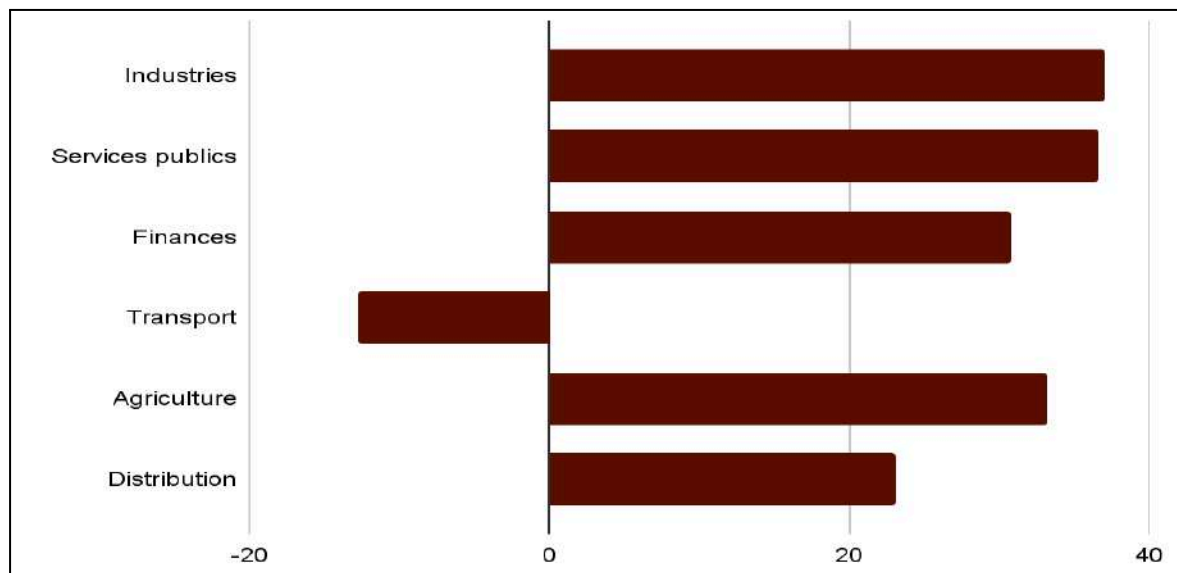


Source : BRVM

La capitalisation boursière totale s'est accrue de 16,6% par rapport à fin mars 2024 pour s'établir à 21.316,2 milliards. Cette évolution a été imprimée notamment par le renforcement des indices des branches « Industries » : +37,1%, « Services publics » : +36,7%, « Agriculture » : +33,3%,

« Finances » : +30,8% et « Distribution » : +23,1%, amoindri par la branche « Transport » : -12,8%. Dans le détail, la capitalisation des actions a augmenté de 34,4% à 10.780,4 milliards et celle des obligations de 2,6% à 10.535,8 milliards.

Graphique 11 - Évolution des indices sectoriels de la BRVM en mars 2025 en variation annuelle



Source : BRVM

4.2. Marché des titres de la dette publique

Sur le **marché par adjudication**, les Etats membres de l'UMOA ont levé, en termes bruts, 981,1 milliards, constitués de 681,7 milliards de bons du Trésor (69,5%) et de 299,4 milliards d'obligations du Trésor (30,5%). Par rapport au mois de février 2025, les ressources mobilisées sur ce compartiment ont baissé de 38,9 milliards (-3,8%), en lien avec le repli des émissions d'obligations du Trésor (-168,9 milliards ou -36,1%). En glissement annuel, le volume global des émissions par adjudication a progressé de 324,2 milliards (+49,4%).

Le taux de couverture² global des montants mis en adjudication a augmenté pour s'établir à 123,5 % en mars 2025, après un niveau de 120,6% le mois précédent.

Le compartiment par **syndication** du marché régional des titres publics n'a connu aucune opération au cours du mois sous revue.

Tableau 7 : Ressources mobilisées par les États

(en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	mars 2024	février 2025	mars 2025	Variation mensuelle		Variation annuelle	
				montant	%	montant	%
Bons	451,4	551,7	681,7	130,0	23,6	230,3	51,0
Obligations par adjudication	205,5	468,3	299,4	-168,9	-36,1	93,9	45,7
<i>Total adjudication</i>	656,9	1020	981,1	-38,9	-3,8	324,2	49,4
<i>Obligations par syndication</i>	154,1	104,9	0	-104,9	-100,0	-154,1	-100,0
Total marché régional des titres publics	811,0	1124,9	981,1	-143,8	-12,8	170,1	21,0
Marché des eurobonds	0	0	1286	1 286,0	-	1286,0	-
Total général	811,0	1124,9	2267,1	1142,2	101,5	1456,1	179,5

Source : UMOA-Titres, BCEAO.

² Le taux de couverture est défini comme le rapport entre le montant des souscriptions et le montant sollicité lors du lancement des émissions.

Par rapport à la même période de l'année 2024, les coûts moyens de mobilisation des bons et des obligations sur le marché financier régional ont augmenté, en glissement annuel, respectivement de 41 pdb et 54 pdb pour s'établir à 7,64% et 7,68%.

Sur les **marchés financiers internationaux des capitaux**, l'État de la Côte d'Ivoire a, les 25 et 26 mars 2025, levé des fonds, à travers deux (2) émissions d'euro-obligations, l'une libellée en dollars américains d'un montant de 1.060,5 milliards de francs CFA, et l'autre en franc CFA pour 220 milliards de francs CFA, soit un montant cumulé de 1.286,0 milliards de francs CFA. Les rendements courants de ces émissions se sont établis respectivement à 8,45% et 7,63%.

Tableau 8 : Évolution des taux d'intérêt des émissions de titres par les États

(En point de pourcentage)

	mars 2024	février 2025	mars 2025	Variation	
				mensuelle	annuelle
Bons	7,23	7,33	7,64	0,31	0,41
Obligations	7,14	7,57	7,68	0,11	0,54
<i>Par adjudication</i>	8,04	7,74	7,68	-0,06	-0,36
<i>Par Syndication</i>	5,95	6,8	-	-	-
Eurobonds					
<i>émission en dollar</i>	-	-	8,45	-	-
<i>émission en FCFA</i>	-	-	7,63	-	-

Sources : UMOA -Titres, AMF-UMOA, BCEAO.

V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA

Les perspectives économiques de l'Union monétaire restent favorables, bien qu'elles restent vulnérables à l'évolution de la conjoncture internationale, à la situation socio-politique et sécuritaire interne, ainsi qu'aux aléas climatiques. La solidité des services et de l'industrie manufacturière soutiendrait les performances économiques de l'UEMOA.

5.1. Croissance

Dans les prochains mois, l'activité économique au sein de l'Union devrait se consolider. La croissance serait principalement portée par une progression de la demande intérieure et des améliorations continues dans certains secteurs clés, tels que l'agriculture vivrière, les activités extractives, le commerce, les services marchands et non marchands, le transport et les BTP.

D'après l'enquête de conjoncture de la BCEAO, les chefs d'entreprise interrogés anticipent des performances meilleures.

D'après les prévisions de la BCEAO, l'activité économique en glissement annuel progresserait de 7,3% au deuxième trimestre 2025, après une estimation de 7,1% au premier trimestre 2025. La vigueur de la demande intérieure contribuerait à renforcer la croissance dans les pays de l'UEMOA.

Tableau 9 : Prévisions de taux de croissance économique de l'UEMOA
(contribution en point de %)

	Réalizations				Estimation	Prévisions	
	1T2024	2T2024	3T2024	4T2024	1T2025	2T2025	3T2025
Secteur primaire	1,0	1,5	1,5	1,8	1,7	1,8	1,8
Agriculture vivrière	3,5	5,5	5,5	6,7	6,6	6,8	6,9
Sylviculture	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Pêche et élevage	1,2	1,5	1,5	1,3	1,2	1,3	1,3
Secteur secondaire	1,3	1,4	1,4	1,8	1,7	1,8	1,8
Activités extractives	0,0	-0,1	-0,1	0,4	0,4	0,4	0,5
Industries manufacturières	5,0	5,3	5,3	5,4	5,3	5,4	5,5
Production et dist. Électricité, gaz et eau	1,3	0,9	0,9	0,7	0,7	0,7	0,7
BTP	0,5	1,0	1,0	-9,6	-9,4	-9,7	-9,8
Secteur tertiaire	3,5	3,2	3,2	3,7	3,6	3,7	3,8
Commerce	1,5	2,1	2,1	1,9	1,9	1,9	1,9
Transports, postes et communications	0,7	0,2	0,2	-8,0	-7,9	-8,1	-8,2
Banques, assurances et autres services non marchands net SIFIM	1,3	0,5	0,5	0,8	0,8	0,8	0,8
Services non marchands	1,3	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4	1,5
Impôts et taxes	1,0	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1
Produit Intérieur Brut	5,9	6,1	6,1	7,2	7,1	7,3	7,4

Source : BCEAO

5.2. Monnaie

Les estimations situent le taux de croissance annuelle de la masse monétaire de l'Union à 12,8% à fin mars 2025, en hausse de 0,6 point de pourcentage par rapport à son niveau de février 2025. La hausse de 6.052,3 milliards serait essentiellement imputable à l'accroissement des créances intérieures de 9,2%, ainsi qu'à la consolidation attendue des AEN des institutions de dépôt, à hauteur de 3.693,7 milliards.

En particulier, le renforcement des créances intérieures serait lié à la hausse attendue, en glissement annuel, des créances nettes sur les unités de l'administration publique centrale (+16,8%) et, dans une moindre mesure, à celle des créances sur l'économie (+4,0%).

Analysé sous l'angle de ses composantes, l'accroissement, en glissement annuel, de la masse monétaire se traduirait à fin mars 2025 par la hausse des dépôts (+10,7%) et de la circulation fiduciaire (+19,7%).

5.3. Inflation

En perspective, le taux d'inflation au sein de l'Union, en glissement annuel, devrait s'établir à 2,0% en avril et en mai 2025. Cette évolution de l'inflation s'expliquerait par la poursuite de la baisse des cours mondiaux des denrées alimentaires (-10,6% en mars 2025 contre -10,0% précédemment), en particulier le blé, le sucre et le lait, ainsi que par l'approvisionnement progressif des marchés de l'Union en produits céréaliers issus de la campagne agricole 2024/2025 dont la production s'est accrue de 3%. En outre, la décélération projetée de l'inflation, serait consécutive à un ralentissement des tarifs dans la division transport de l'indice suite à la décision des Autorités de Côte d'Ivoire, prise le 1^{er} avril 2025, de diminuer les prix à la pompe de l'essence et du gasoil, respectivement de 2,3% et 2,1%. En revanche, l'impact de la persistance de l'insécurité dans certaines zones de l'Union, ainsi que des récentes modifications tarifaires instaurées sur les échanges commerciaux entre les pays de l'Union et les Etats-Unis, pourraient

constituer une source de risque et limiter les effets modérateurs des facteurs d'atténuation de la hausse des prix dans l'Union.

Tableau 10 : Évolution de l'inflation au sein de l'UEMOA par fonction
(contribution en point de %)

Fonctions	Réalizations					Estimation	Prévision	
	déc. 21	déc. 22	déc. 23	déc. 24	fév. 25	mars 25	avril 25	mai 25
Produits alimentaires et boissons	4,7	4,6	1,1	1,6	1,7	1,6	1,6	1,6
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Logement	0,5	0,6	0,3	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Ameublement	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Santé	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Transport	0,2	0,7	0,4	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
Communication	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
Loisirs et culture	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Enseignement	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Restaurants et Hôtels	0,1	0,3	0,2	0,3	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1
Autres biens	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
Ensemble	6,0	7,0	2,5	2,6	2,1	2,0	2,0	2,0

Sources : INS, BCEAO



ANNEXES STATISTIQUES

Tableau A1 : Évolution du chiffre d'affaires par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel	
	2024	2025		2025	
	Décembre	Janvier	Février (*)	Janvier	Février (*)
COMMERCE ET RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	1,1	-0,7	0,0	0,3	0,9
Commerce de véhicules automobiles	0,8	-0,3	0,0	0,2	0,6
Entretien et réparation de véhicules automobiles	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,05
Commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles	0,1	-0,3	0,0	-0,2	-0,1
Commerce et réparation de motocycles	0,2	-0,2	0,0	0,2	0,3
COMMERCE DE GROS ET ACTIVITES DES INTERMEDIAIRES	2,4	-0,3	-1,2	1,2	-0,4
Activités des Intermédiaires du commerce de gros	0,0	0,0	0,0	0,0	0,03
Commerce de gros de produits agricoles bruts, d'animaux vivants, produits alimentaires, boissons et tabac	2,0	0,6	-0,8	0,5	0,2
Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires	-0,2	0,0	-0,3	0,1	-0,2
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	0,4	-0,7	-0,4	0,3	-0,7
Commerce de gros de machines, d'équipements et fournitures	0,0	-0,2	0,4	0,1	0,2
Commerce de gros non spécialisé	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
COMMERCE DE DÉTAIL	5,4	-4,8	-1,2	-0,4	3,8
Commerce de détail en magasin non spécialisé	0,7	0,6	-0,2	-0,7	0,7
Commerce de détail en magasin spécialisé	4,7	-5,3	-0,9	0,3	3,1
INDICE GLOBAL	8,9	-5,9	-2,4	1,1	4,4

Source : BCEAO (*) données provisoire, CVS

Tableau A2 : Indice de la production industrielle par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel	
	2024	2025		2025	
	Décembre	Janvier	Février (*)	Janvier	Février (*)
ACTIVITES EXTRACTIVES	0,1	7,9	-8,5	7,8	-9,2
Extraction d'hydrocarbures	-0,4	-0,1	0,5	-0,1	0,6
Extraction de minerais métalliques	0,3	8,0	-9,0	7,9	-9,9
Autres activités extractives	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
ACTIVITES DE FABRICATION	2,3	2,6	2,9	2,6	3,1
Fabrication de produits alimentaires	0,4	0,5	2,5	0,5	2,7
Fabrication de boissons	0,8	-0,8	-0,3	-0,8	-0,3
Fabrication de produits a base de tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication de textiles	1,1	0,6	-0,3	0,6	-0,3
Fabrication d'articles d'habillement	-0,1	-0,1	0,1	-0,1	0,1
Travail du cuir, fabrication d'articles de voyage et de chaussures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,01
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (hors meubles)	0,6	-0,1	0,0	-0,1	0,0
Fabrication de papier de carton et d'articles en papier ou en carton	-0,1	0,1	0,2	0,1	0,2
Imprimerie et reproduction d'enregistrement	-0,1	0,1	1,1	0,1	1,2
Raffinage pétrolier, cokéfaction	-0,1	1,9	-0,7	1,8	-0,8
Fabrication de produits chimiques	0,1	0,0	-0,1	0,0	-0,1
Fabrication pharmaceutiques	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0
Travail de caoutchouc et du plastique	-0,2	0,0	0,5	0,0	0,5
Fabrication de matériaux minéraux	0,4	0,0	-0,2	0,0	-0,2
Métallurgie	-0,1	0,0	0,1	0,0	0,1
Fabrication d'ouvrages en métaux	-0,1	0,3	-0,1	0,3	-0,1
Fabrication de produits électroniques et informatiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication d'équipements électriques	-0,1	0,1	0,0	0,1	-0,02
Fabrication de machines et d'équipements n.c.a	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication d'autres matériels de transport	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication de meubles et matelas	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres industries manufacturières	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1
Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE ET DE GAZ	-0,7	0,3	0,0	0,3	0,0
Production et distribution d'électricité et du gaz	-0,7	0,3	0,0	0,3	0,0
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DECHETS ET DE POLLUTION	0,0	0,0	-0,1	0,0	-0,1
Captage, traitement et distribution d'eau	0,0	0,0	-0,1	0,0	-0,1
Collecte, traitement et élimination des déchets; récupération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE	1,6	10,8	-5,7	10,7	-6,3

Source : BCEAO (*) données provisoire, CVS

n.c.a. : non classé ailleurs

